



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**IRSN**

INSTITUT DE RADIOPROTECTION  
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Accord-cadre relatif à des prestations de sécurité incendie,  
d'assistance à personnes et de surveillance des sites IRSN de  
Fontenay-aux-Roses et du Vésinet.

Mode de passation du marché public	Marché à procédure adaptée Articles L. 2113-15 et R. 2123-1 du code de la commande publique
Homogénéité des besoins	Fournitures et/ou services homogènes en raison de leur caractéristique propres
Code CPV	<b>79713000-5</b> - Services de gardiennage <b>79710000-4</b> - Services de sécurité
Nomenclature IRSN	<b>IRSN-2024-136-3000084488</b>

### NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

IRSN (Siège social)  
31, avenue de la Division Leclerc  
BP 17  
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex  
Tél. : 01 58 35 88 88

MEMBRE DE  
**ETSON**

## Interlocuteurs IRSN



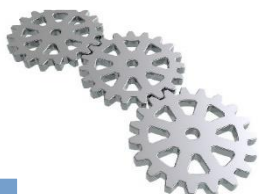
Affaire suivie administrativement  
par :

Marine RIGAL

IRSN/SG/SAC/CCA

Téléphone : 01.58.35.93.17

Email : [marine.rigal@irsn.fr](mailto:marine.rigal@irsn.fr)



Affaire suivie techniquement par :  
Stéphane ROLLOT

IRSN/PPT-DIS/BAS

Téléphone : 01.58.35.83.14

Email : [stephane.rollot@irsn.fr](mailto:stephane.rollot@irsn.fr)

## Table des matières

ARTICLE 1 - PREAMBULE.....	5
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document .....	6
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public .....	7
3.1 - Objet de l'accord-cadre .....	7
3.2 - Type d'accord-cadre .....	7
3.3 - Définition des prestations de l'accord-cadre .....	7
ARTICLE 4 - Pièces constitutives de l'accord-cadre .....	8
ARTICLE 5 - Durée .....	9
5.1 - Durée .....	9
5.2 - Reconduction.....	9
5.3 - Décomposition en tranches.....	9
5.4 - Délais d'exécution .....	9
ARTICLE 6 - Règlementation des prix.....	10
6.1 - Forme de prix .....	10
6.2 - Détermination du prix (de règlement) .....	10
6.3 - Contenu des prix.....	10
6.4 - Type de prix .....	10
6.5 - Clause de sauvegarde .....	11
ARTICLE 7 - Modalités de règlement .....	12
7.1 - Financement de l'accord-cadre .....	12
7.2 - Avances.....	12
7.3 - Acomptes.....	12
7.4 - Echancier de paiement .....	12
7.5 - Présentation des demandes de paiement.....	12
7.6 - Cession de créance .....	13
7.7 - Délai de paiement .....	13
7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement .....	13
7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires .....	13
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat .....	14
8.1 - Marchés similaires .....	14
8.2 - Emploi de travailleurs handicapés.....	14
ARTICLE 9 - Conditions d'exécution de l'accord-cadre.....	15
9.1 - Obligations générales .....	15
9.1.1 - Obligations de résultats.....	15
9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire.....	15

9.1.3 - Obligation de continuité des prestations .....	15
9.1.4 - Obligation de confidentialité .....	15
9.1.5 - Obligation de conseil .....	15
9.2 - Obligations particulières.....	16
9.3 - Lieu(x) d'exécution .....	16
9.4 - Remise des documents et livrables .....	17
9.5 - Mise en œuvre des bons de commandes (aussi appelés ordre de services) .....	17
9.5.1 - Emission et notification du bon de commande.....	17
9.6 - Matériels, mobiliers et locaux confiés au Titulaire .....	17
9.7 - Opérations de vérification et garantie .....	18
9.7.1 - Nature des opérations.....	18
9.7.2 - Déroulement des opérations de vérification.....	18
9.8 - Décisions après vérification.....	18
9.8.1 - Vérifications quantitatives.....	18
9.8.2 - Vérifications qualitatives .....	18
9.8.3 - Admission, ajournement, refaction et rejet .....	18
9.9 - Interlocuteurs .....	19
9.10 - Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire de l'accord-cadre .....	19
9.10.1 - En cas de défaillance du Titulaire .....	19
9.10.2 - Dérogations au principe d'exclusivité.....	20
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité .....	21
ARTICLE 11 - Clauses relatives au développement durable .....	22
11.1 - Clause environnementale.....	22
11.2 - Clause relative à l'insertion sociale .....	22
ARTICLE 12 - Protection des données à caractère personnel.....	23
ARTICLE 13 - Pièces et attestations à fournir .....	24
ARTICLE 14 - Modifications du marché public.....	25
14.1 - Clauses de réexamen.....	25
14.2 - Changement lié au statut du Titulaire.....	25
14.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	25
ARTICLE 15 - Assurances.....	27
ARTICLE 16 - Nantissement .....	28
ARTICLE 17 - Pénalités .....	29
17.1 - Détermination des pénalités .....	29
17.1.1 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance.....	29
17.1.2 - Pénalités pour manquement à la continuité de service.....	29
17.1.3 - Pénalités pour défaut de respect des consignes .....	29

17.1.4 - Pénalités pour défaut de réalisation des formations .....	29
17.1.5 - Défaut de remise des documents contractuels.....	29
17.1.6 - Défaut de matériels et de tenues .....	30
17.1.7 - Autres manquements .....	30
17.2 - Plafonnement des pénalités.....	30
17.3 - Plancher des pénalités.....	30
17.4 - Facturation des pénalités .....	30
17.5 - Caractères des pénalités .....	30
ARTICLE 18 - Résiliations.....	31
18.1 - Généralités .....	31
18.2 - Résiliations en cas d'événements extérieurs au marché .....	31
18.3 - Résiliations en cas d'événements liés au marché .....	31
ARTICLE 19 - Règlement des différends .....	32
ARTICLE 20 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS.....	33
Annexe n°1 : Modèle de bon de commande (aussi appelé ordre de service).....	34
Annexe n°2 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur les différents sites de l'IRSN .....	35

## ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent accord-cadre relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

## ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

Le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire ou IRSN

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du CCAG : est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

**Ordre de service valant bon de commande** : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

## ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE PUBLIC

### 3.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de surveillance, de sécurité et d'assistance à personne pour les sites IRSN de Fontenay-aux-Roses (92) et du Vésinet (78).

Les missions attribuées au titulaire ont pour objectifs notamment :

- D'assurer la protection des personnes et des biens ;
- D'assurer un devoir de conseil pour attirer l'attention du maître d'ouvrage sur tout risque ou défaillance susceptible de concerner la sécurité et la sûreté des personnes et des biens.

### 3.2 - Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre constitue un accord-cadre comprenant une partie marché ordinaire et une partie accord-cadre à bons de commande, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du code de la commande publique.

### 3.3 - Définition des prestations de l'accord-cadre

Les prestations prévues au sein du présent accord-cadre sont les suivantes :

Dans le cadre de la partie marché ordinaire, forfaitaire, le titulaire doit, dans les différents bâtiments et sur différents sites :

- assurer la protection des biens et des personnes contre les risques d'incendie.
- effectuer l'assistance à personne.
- prévenir et intervenir sur la malveillance (protection physique).
- concourir à l'accueil.

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges.

Dans le cadre de la partie accord-cadre à bons de commande, le Titulaire assurera les mêmes missions que celles décrites pour la partie forfaitaire mais dans le cadre d'un renforcement d'activités et selon les prix du bordereau de prix unitaire.

## ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces de l'accord-cadre sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

- 1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
  - a. Annexe n°1 : Annexe financière (AF)
  - b. Annexe n°2 : Acte de mise au point du marché, le cas échéant
- 2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
  - a. Annexe n°1 : Modèle de bon de commande ou d'ordre de service
  - b. Annexe n°2 : Accès et coordonnées des différents sites de l'IRSN
  - c. Annexe n°3 : Questions – réponses lors de la procédure
- 3. Le Cahier des charges et ses annexes ou tout autre document qui en tient lieu**
- 4. Règlements applicables aux sites de l'IRSN**
- 5. Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services ([CCAG-FCS](#)), approuvé par arrêté du 30 mars 2021**
- 6. Le cahier des dispositions générales de l'IRSN**
- 7. L'offre technique du Titulaire ou tout autre document qui en tient lieu**
- 8. L'acte de sous-traitance, le cas échéant**

## ARTICLE 5 - DUREE

### 5.1 - Durée

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification et prendra fin à l'achèvement des prestations objets du présent contrat.

Son début d'exécution est postérieur à sa date de notification et démarrera à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025.

L'accord-cadre a une durée initiale de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de début d'exécution mentionnée ci-dessus.

Toutefois, les bons de commandes (aussi appelés ordre de services) notifiés avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutables. Leur durée d'exécution ne pourra dépasser six (6) mois après la date d'échéance de l'accord-cadre et dans les conditions fixées au présent CCAP, en fonction de la complexité de l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que des contraintes de qualité imposées par l'IRSN.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconductible, deux (2) fois, de manière tacite, pour une durée de douze (12) mois par période de reconduction

La décision de ne pas reconduire est prise au plus tard un mois avant la fin de la période considérée.

La durée maximale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, est limitée à quarante-huit (48) mois.

### 5.3 - Décomposition en tranches

L'accord-cadre est décomposé en tranches en application de l'article R2113-4 du Code de la commande publique.

L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à la décision simple de l'IRSN de l'affermir. Elle est notifiée au Titulaire au plus tard dans un délai de deux (2) mois avant la mise en œuvre de cette dernière. Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente ni d'indemnité de dédit en cas d'affermissement avec retard ou de non-affermissement.

Les prestations réalisées sous la forme de tranches optionnelles concernent :

<b>Tranche optionnelle 1 :</b>	1 agent SSIAP, sur le site de Montrouge, de manière permanente H24 toute l'année.
<b>Tranche optionnelle 2 :</b>	1 Agent SSIAP 1, sur le site de Montrouge, de 7h à 19h, en jours et heures ouvrées.
<b>Tranche optionnelle 3 :</b>	la réversibilité de l'accord-cadre.

### 5.4 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront précisés dans l'offre du Titulaire ou dans le planning d'exécution.

## ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

### 6.1 - Forme de prix

Les prestations relatives au présent accord-cadre sont à prix forfaitaires et unitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu :

- Sans montant minimum
- **Avec un montant maximum, sur la durée totale, de 8 000 000 € HT.**

### 6.2 - Détermination du prix (de règlement)

Le présent accord-cadre est conclu à prix définitif.

### 6.3 - Contenu des prix

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaires ne sera pris en compte. Les frais non inclus au prix de l'accord-cadre doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent accord-cadre.





### 6.4 - Type de prix

Le présent accord-cadre s'exécute à prix révisable. La révision sera effectuée annuellement à chaque date anniversaire de sa date de notification.

La formule utilisée est la suivante :

$$Pr = Pi \times [0.3 + 0.7 (I1/I0)]$$

Avec :

-  Pr : prix après révision ;
-  Pi : prix initial ;
-  I1 : dernier indice connu au moment de la demande de révision ;
-  I0 : indice du mois de dépôt des offres ;

#### **Indice(s) utilisé(s) :**

L'indice utilisé est : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Services de sécurité privée – Base 2021 – Identifiant 010766457.

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification (avenant) ne soit nécessaire.

Le prix révisé, arrondi au 1/1000<sup>ème</sup>, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations.

La révision n'est pas de droit et ne peut intervenir qu'à la demande de l'IRSN ou du Titulaire, et après acceptation de l'IRSN. La révision ne peut entrer en vigueur qu'après accord écrit de l'IRSN.

Si aucune demande de révision n'a été reçue avant la date anniversaire prévue ci-dessus, les prix demeurent inchangés pour la nouvelle période. Toutefois, une demande de révision peut être formulée après cette date mais n'aura d'effet que pour l'avenir et non rétroactivement à compter de l'accord écrit de l'IRSN.

#### 6.5 - **Clause de sauvegarde**

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 3,00%, l'IRSN se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité dans les conditions déterminées à l'article [« Résiliation »](#).

## ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

### 7.1 - Financement de l'accord-cadre

Le financement des prestations exécutées au titre du présent accord-cadre s'effectue en totalité le budget de l'IRSN.

### 7.2 - Avances

Sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique, le Titulaire, sauf s'il y renonce en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement, bénéficie de l'avance.

L'avance versée correspondra à 30% d'une somme égale à douze fois le montant forfaitaire annuel en euros toutes taxes comprises, divisé par quarante-huit mois.

Son remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant forfaitaire annuel de l'accord-cadre.

### 7.3 - Acomptes

Le présent accord-cadre donne droit au paiement d'acomptes mensuels, dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

### 7.4 - Echéancier de paiement

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique, à terme échu, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

### 7.5 - Présentation des demandes de paiement

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'IRSN sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client IRSN par son SIRET (SIRET IRSN : 440 546 018 00027) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro de l'accord-cadre IRSN qui sera communiqué au Titulaire en page de garde de l'acte d'engagement.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-FCS en vigueur à la date de conclusion de l'accord-cadre.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

## **7.6 - Cession de créance**

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée à l'Agent Comptable (IRSN – Agence Comptable - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

## **7.7 - Délai de paiement**

### **7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement**

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'IRSN, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent accord-cadre, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

### **7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires**

En application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de ses décrets d'application, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1<sup>er</sup> sur la base provisoire des sommes admises par l'IRSN. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

### 8.1 - **Marchés similaires**

L'IRSN se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

### 8.2 - **Emploi de travailleurs handicapés**

Le présent accord-cadre ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

## ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 9.1 - **Obligations générales**

#### 9.1.1 - **Obligations de résultats**

Au titre du présent paragraphe, le titulaire s'engage principalement à assurer l'ensemble des prestations décrites et s'engage à affecter le personnel et le matériel nécessaires tant en nombre qu'en qualification pour effectuer les prestations qui lui seront confiées au titre du présent accord-cadre. Il doit s'assurer d'obtenir les niveaux de qualité requis et définis au cahier des charges.

De plus, le Titulaire s'engage à prévenir immédiatement l'IRSN de tout fait de nature mettant en danger la bonne exécution des prestations ou de toute anomalie de fonctionnement ayant ou pouvant avoir, comme conséquence le non-maintien en condition de fonctionnement normale des installations.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'IRSN dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

#### 9.1.2 - **Obligation d'information du Titulaire**

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'IRSN. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'IRSN pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

#### 9.1.3 - **Obligation de continuité des prestations**

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, grève, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

#### 9.1.4 - **Obligation de confidentialité**

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire de l'accord-cadre est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'IRSN, pour toutes les opérations qui lui sont confiées. Le personnel du titulaire ainsi que tous ses représentants sont soumis à l'obligation de discrétion concernant les faits et informations dont ils pourraient être témoins ou avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre. En cas de manquement avéré, l'IRSN se réserve le droit d'alerter les autorités et d'intenter toutes les actions administratives et juridiques qu'elle jugera nécessaire.

Sauf autorisation expresse de l'IRSN, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution de l'accord-cadre et cela sans limitation dans le temps. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

#### 9.1.5 - **Obligation de conseil**

Le Titulaire est tenu d'informer l'IRSN de toutes modifications dans les prescriptions applicables à la prestation, qu'elles soient réglementaires ou simplement conseillées et d'attirer l'attention de l'IRSN sur tout risque ou défaillance susceptible de concerner la sécurité et la sûreté des personnes et des biens.

## 9.2 - Obligations particulières

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'IRSN la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre. Ce personnel doit être agréé par l'IRSN. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l'IRSN pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'IRSN pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'IRSN puisse être engagée de ce fait.

## 9.3 - Lieu(x) d'exécution

L'accord-cadre s'exécute dans les lieux suivants dont les coordonnées et accès sont précisés en annexe au présent CCAP :

- Fontenay aux Roses, Siège social de l'IRSN (92)
- Le Vésinet (78)
- Potentiellement, sur le site de Montrouge (92)

Au titre de sa présence dans les locaux de l'IRSN, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent accord-cadre, sera tenu de respecter :

- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux services effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs en vigueur pour l'installation, et leur annexe, la « charte relative au bon usage des systèmes d'information de l'IRSN », qui en fait partie intégrante.

L'IRSN se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur.

En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l'IRSN au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L'IRSN pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

L'IRSN peut suivre sur place le déroulement des prestations sur leur lieu d'exécution avec un accès réservé aux seuls représentants de l'IRSN.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues au sein du présent document.

L'IRSN peut exercer un droit de contrôle en cours d'exécution de l'accord-cadre. Si le Titulaire entrave l'exercice de ce droit de contrôle, il encourt les sanctions prévues à l'article Résiliation.

#### **9.4 - Remise des documents et livrables**

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire devra remettre les documents et livrables indiqués dans le cahier des charges, dans le délai indiqué au sein du cahier des charges.

A défaut de transmission dans les délais, une mise en demeure sera envoyée avant application de pénalité.

#### **9.5 - Mise en œuvre des bons de commandes (aussi appelés ordre de services)**

##### **9.5.1 - Emission et notification du bon de commande**

En cas de besoin de renforcement du dispositif de sécurité, l'IRSN effectuera une demande de renforcement de l'effectif en place au titulaire. Ce dernier produira un devis selon les exigences en termes de quantité d'agent ou autre dispositif à mettre en place.

Les bons de commande sont notifiés par l'IRSN au Titulaire.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations à l'IRSN.

#### **9.6 - Matériels, mobiliers et locaux confiés au Titulaire**

Le présent accord-cadre contient des matériels, mobiliers et locaux confiés par l'IRSN au Titulaire, notamment l'IRSN fournit des locaux et des mobiliers destinés à l'accomplissement des missions, aux changements de tenues et à la restauration.

Un constat contradictoire est établi pour contrôler l'état du matériel au moment de leur mise à disposition du Titulaire. Ce constat est signé par les deux parties. Il mentionne la valeur du matériel.

La date effective de la mise à disposition est celle du constat contradictoire.

Le Titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel qui lui est confié dès que ce matériel est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Les documents et la formation éventuellement nécessaires pour l'emploi de tout matériel qui est confié au Titulaire sont fournis dès leur mise à sa disposition par l'IRSN.

Le Titulaire est tenu de faire assurer, à ses frais, préalablement à leur mise à sa disposition et tant qu'il en dispose, les matériels qui lui ont été confiés et d'être en mesure, à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, de justifier qu'il s'est acquitté de cette obligation d'assurance.

Un constat contradictoire est établi lors de la restitution du matériel à l'IRSN. Si le Titulaire ne peut restituer en bon état un matériel, pour quelque motif que ce soit, l'IRSN décide, après s'être informé des possibilités du Titulaire, de la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état ou remboursement.

Dans le cas d'un remboursement, la valeur prise en compte sera la valeur résiduelle à la date de la disparition du bien ou du sinistre.

A défaut de restitution, de remplacement, de remise en état ou de remboursement dans les délais prévus aux documents particuliers de l'accord-cadre, le IRSN peut suspendre le paiement des sommes dues au titre des prestations en cause, dans la limite de la valeur résiduelle des biens concernés, jusqu'à ce que la restitution, le remplacement, la remise en état ou le remboursement soient effectivement opérés.

Outre les mesures de réparation mentionnées ci-dessus, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions à l'article résiliation, en cas de non-restitution, de détérioration ou d'utilisation abusive du matériel.

## **9.7 - Opérations de vérification et garantie**

### **9.7.1 - Nature des opérations**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent accord-cadre. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'IRSN sur les prestations livrées au titre de l'accord-cadre.

### **9.7.2 - Déroulement des opérations de vérification**

L'IRSN effectue, au moment même de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision.

## **9.8 - Décisions après vérification**

### **9.8.1 - Vérifications quantitatives**

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, l'IRSN peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

### **9.8.2 - Vérifications qualitatives**

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'IRSN prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous

### **9.8.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet**

#### **Admission :**

L'IRSN prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours.

#### **Ajournement :**

L'IRSN, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'IRSN les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou du silence gardé par lui durant ce délai, l'IRSN a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le silence de l'IRSN au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut admission des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'IRSN dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

#### **Réfaction :**

Lorsque l'IRSN estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

#### **Rejet :**

Lorsque l'IRSN estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre à ses frais.

### **9.9 - Interlocuteurs**

Les désignations des interlocuteurs et adresses des deux parties au présent accord-cadre sont précisées au sein de l'acte d'engagement du présent accord-cadre et du cahier des charges.

### **9.10 - Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire de l'accord-cadre**

#### **9.10.1 - En cas de défaillance du Titulaire**

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution de l'accord-cadre, l'IRSN se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'IRSN mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier l'accord-cadre et/ou de s'engager avec un autre

opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un accord-cadre de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

#### 9.10.2 - **Dérogations au principe d'exclusivité**

Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer au présent accord-cadre et seul le Titulaire peut se voir attribuer des bons de commandes.

L'exclusivité est en principe garantie au(x) Titulaire(s) de l'accord-cadre. En dehors de l'hypothèse d'une défaillance du Titulaire, l'IRSN garantit au Titulaire de ne pas recourir à des tiers dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

## ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire doit remettre au moment de la réunion de lancement un Plan Particulier d'Assurance Qualité (« PPAQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent accord-cadre.

Le PPAQ ou tout document équivalent est soumis à l'acceptation préalable de l'IRSN.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, l'IRSN pourra procéder à un contrôle des conditions d'exécution des prestations, et de manière générale, du respect des obligations à la charge du Titulaire. Dans le cadre d'un audit, l'IRSN devra informer le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis minimum de dix (10) jours ouvrés. Si l'IRSN ne procède pas lui-même à l'audit, il mandatera un tiers indépendant qui sera non concurrent du Titulaire sur les prestations objet du présent accord et qui devra signer un engagement de confidentialité.

Durant l'audit, le Titulaire s'engage à collaborer en toute bonne foi avec l'IRSN ou son représentant et à lui faciliter son audit en lui procurant toutes les informations nécessaires et en répondant à ses demandes afférentes à l'audit. L'IRSN s'engage à conduire l'audit en veillant à désorganiser au minimum l'exécution des prestations du Titulaire.

A l'issue de l'audit, un exemplaire du rapport d'audit sera remis à chaque partie, qui le conservera strictement confidentiel. Dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de sa remise, les parties examineront de bonne foi ensemble, avec si nécessaire la présence des auditeurs, le rapport d'audit. Le cas échéant, ils identifieront les actions à engager par l'une ou l'autre des parties pour garantir la bonne exécution des prestations selon les niveaux de service contractuels.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir de la réalisation de l'audit pour diminuer sa responsabilité sur ses obligations contractuelles et l'exécution des prestations préalables à l'audit, en cours ou planifiées. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent accord-cadre pourra être résilié de plein droit, sans aucune indemnité, aux torts du Titulaire.

## ARTICLE 11 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

### 11.1 - **Clause environnementale**

Le présent accord-cadre présente une clause environnementale.

L'ensemble des échanges entre le Titulaire et l'IRSN et l'ensemble des livrables remis durant la prestation sera sous forme dématérialisée et le Titulaire veillera à respecter la volonté de l'IRSN d'un accord-cadre « zéro » papier. Dans l'hypothèse où une version papier des livrables, doit être émises, le Titulaire veillera à ne faire usage que de papier recyclé ou de papier issus de forêts gérées durablement.

Durant sa présence sur site le Titulaire veillera à ce que son personnel fasse un usage raisonné de l'électricité, des matériels informatiques et de l'eau.

### 11.2 - **Clause relative à l'insertion sociale**

Le présent accord-cadre ne présente pas de clause d'insertion sociale.

## ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'IRSN et supprimées si nécessaires à l'issu du contrat.

## ARTICLE 13 - PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'IRSN, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article « [Résiliation](#) » au sein du présent document.

## ARTICLE 14 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC

### 14.1 - Clauses de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'IRSN se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- Dans le contexte de réorganisation de la sûreté nucléaire et par conséquent de la restructuration envisageable de l'IRSN, les conséquences d'une telle restructuration peuvent entraîner la modification à la baisse ou à la hausse, ou l'arrêt des prestations, la modification du périmètre technique d'exécution, sans autres indemnités possibles que celles des situations de préjudice avérées, chiffrées et démontrées par les titulaires ;
- En cas d'évolution du périmètre géographique d'exécution de l'accord-cadre par l'adjonction, le retrait ou le remplacement de nouveau bâtiment de l'IRSN ou de l'ASN ;
- En cas d'évolution importante du coût de la main d'œuvre, entraînant des conséquences importantes sur l'équilibre financier de l'accord-cadre, ou par application de la réglementation en la matière, et qui entraînerait le dépassement de la clause de sauvegarde ;
- En cas de modification des modalités d'exécution telles que prévues dans le cahier des charges ;
- En application des dispositions de l'article 25 du CCAG – FCS.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l'IRSN ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d'actes de modification (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

### 14.2 - Changement lié au statut du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'IRSN dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du *K-bis* mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'IRSN.

### 14.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir l'IRSN, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'IRSN vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce

faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'IRSN est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'IRSN peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## ARTICLE 15 - ASSURANCES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IRSN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'IRSN dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'IRSN, les agents de l'IRSN, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent accord-cadre.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'IRSN pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'IRSN.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRSN et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE 16 - NANTISSEMENT

L'accord-cadre peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 17 - PENALITES

### 17.1 - Détermination des pénalités

#### 17.1.1 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance

La non-remise du contrat de sous-traitance par le Titulaire à l'IRSN voit s'appliquer une pénalité de 1 000 € par jour ouvrable de retard.

#### 17.1.2 - Pénalités pour manquement à la continuité de service

Défaut d'exécution de prestation lié à une absence ou retard constaté < 2 heures	Par tranche d'une heure	30 €
Défaut d'exécution de prestation lié à une absence ou retard constaté ≥ 2 heures	Par heure supplémentaire de retard	50€
Défaut d'exécution de ronde	Par manquement	80 €
Abandon de poste (départ anticipé)	Par manquement	200 €
Non-respect du délai contractuel d'intervention pour levée de doute (intervention dans un délai < 5 min)	Par manquement	100 €
Non-respect du délai contractuel d'information à l'astreinte de sécurité IRSN < 15min	Par manquement	100 €

#### 17.1.3 - Pénalités pour défaut de respect des consignes

Non-respect ou non application des consignes permanentes du site	Par manquement	100 €
Non-respect de l'obligation de renseigner la main courante ou non-respect de sa mise à jour	Par manquement	50 €
Non-respect de l'obligation d'agrément du personnel	Par agent	50 €
Intervention de personnel dépourvu d'habilitation conforme à la réglementation	Par manquement	1 000 €*

#### 17.1.4 - Pénalités pour défaut de réalisation des formations

Défaut de réalisation des formations réglementaires	Par agent	200 €
Défaut de réalisation des formations initiale sur le site (formation initiale d'un agent au poste et au site)	Par agent	200 €
Défaut de réalisation des formations spécifiques à l'IRSN	Par agent et par manquement	200 €

#### 17.1.5 - Défaut de remise des documents contractuels

Non remise de l'ensemble des livrables au démarrage de la prestation dans les 10 jours suivant la date de démarrage des prestations	Par livrable manquant	100 €
Absence ou retard dans la transmission des livrables contractuels	Par manquement	100 €

#### 17.1.6 - **Defaut de materiels et de tenues**

Absence d'une tenue de travail adaptée et/ou d'une présentation physique correcte	Par agent	150 €
Défaut de fourniture ou dysfonctionnement d'équipement ou de moyens matériels	Par matériel	100 €

#### 17.1.7 - **Autres manquements**

Absence du représentant du prestataire au contrôle contradictoire	Par manquement	150 €
Absence du représentant du prestataire lors des réunions programmées	Par manquement	150€

#### 17.2 - **Plafonnement des pénalités**

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 CCAG-FCCS, pour chaque facture mensuelle portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 10% du montant mensuel forfaitaire de la prestation ou 10% du montant du bon de commande.

#### 17.3 - **Plancher des pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas appliqué d'exonération toute pénalité confondue en-dessous d'un montant de 1 000€ sur l'ensemble de l'accord-cadre.

#### 17.4 - **Facturation des pénalités**

Les pénalités sont prélevées par précompte sur les sommes dues au titre d'acompte mensuel ou de solde.

#### 17.5 - **Caractères des pénalités**

Les pénalités appliquées au Titulaire :

- Sont applicables seulement sur le montant initial de l'accord-cadre, ou le cas échéant, de la tranche ferme ou du bon de commande ;
- Ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'IRSN de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'IRSN ;
- Doivent être calculés en jours ouvrables et non calendaires.

## ARTICLE 18 - RESILIATIONS

### 18.1 - Généralités

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'IRSN au titre du présent accord-cadre, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'IRSN informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

### 18.2 - Résiliations en cas d'événements extérieurs au marché

L'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

### 18.3 - Résiliations en cas d'événements liés au marché

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

#### **En cas de cession du marché**

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

#### **En cas de non-respect de la clause de sauvegarde**

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à trois pourcent (3%), l'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité.

#### **En cas de faute du Titulaire**

L'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.

#### **En cas de manquement aux dispositions du PPAQ**

En cas de carence du Titulaire sur la démarche de certification qualité ou d'une certification qualité, l'IRSN se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment l'exécution du marché.

## ARTICLE 19 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent accord-cadre, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent accord-cadre à savoir le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

## ARTICLE 20 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS sur la hiérarchie des pièces contractuelles

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-FCS en matière de confidentialité

L'article 9.8.3 du présent CCAP déroge à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS en matière d'ajournement de prestations pour le silence de l'IRSN au-delà d'un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 17.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS sur le montant plancher des pénalités de retard

L'article 17.3 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS sur le montant plafond des pénalités de retard

L'article 18.3 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG en matière de résiliation du marché en cas de non-respect de la clause de sauvegarde.

# ANNEXE N° 1 : MODELE DE BON DE COMMANDE (AUSSI APPELE ORDRE DE SERVICE)



Etablissement public à caractère industriel et commercial

APE 7219Z - RCS Nanterre B 440 546 018

SIRET 440 546 018 00027 - TVA FR 68 440 546 018

Ordre de Service					
Référence contrat (1)		Marché			
Libellé contrat		Numéro de l'Ordre de Service (1)		34.....	
		Fournisseur			
Fournisseur					
Numéro du Tiers					
Contact		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Demandeur IRSN			
Direction / Service					
Nom		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Responsable technique			
Direction / Service					
Nom		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Ordre de service			
Site					
Libellé					
Documents contractuels (spécifiques # ordre de service)		Les dispositions contractuelles du contrat référencé plus haut s'appliquent au présent ORDRE DE SERVICE, ainsi que les documents suivants (le cas échéant) :			
		Adresse de livraison			
Adresse de livraison/prestation					
Commentaire / Lieu de livraison (SITE/BATIMENT/PIECE)					
		Etapas			
N°	Prestations / Livrables	Quantité	Prix Unitaire HT	Total du Poste HT	Date de livraison
	MONTANT TOTAL H.T			EUR	

Visas IRSN	
Nom	
Date	
Signature	Visa Electronique

(1) Veuillez indiquer la Référence du Contrat et le Numéro de l'Ordre de Service sur votre facture

### Fontenay-aux-Roses (Siège social)

BP 17

92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

31, avenue de la Division Leclerc

92260 Fontenay-aux-Roses

Tél. : 01 58 35 88 88

[> Télécharger le plan d'accès général](#)

#### Accès par le tramway T6

Le siège de Fontenay-aux-Roses est accessible en 7 minutes par la ligne de tramway T6 depuis la station de métro Châtillon-Montrouge (ligne 13).

[> Télécharger le plan d'accès en tramway](#)

#### Accès par d'autres moyens de transport

Le siège est également accessible en voiture et par d'autres modes de transports. Attention, le parking est limité.

[> Télécharger le plan d'accès](#)

#### Dispositions d'accès sur le site

[> Télécharger le guide](#)

### Informations sur les livraisons sur le site de Fontenay-aux-Roses

CEA Fontenay-aux-Roses

Réception marchandise Bât 40, 8h30 / 16h30

12 Route du Panorama

92265 Fontenay-aux-Roses

**Palette EUR ou EPAL uniquement**

## **Cadarache**

BP 3

13115 Saint-Paul-Lez-Durance Cedex

[> Télécharger le plan d'accès](#)

## **Le Vésinet**

31 rue de l'écluse

BP 40035

78116 Le Vésinet Cedex

Tél. : 01 30 15 52 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

## **Cherbourg-Octeville**

BP 10

Rue Max Pol Fouchet

50130 Cherbourg-Octeville

Tél. : 02 33 01 41 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

## **Orsay**

Bois des Rames (Bât.501)

91400 Orsay

Tél. : 01 69 85 58 40

[> Télécharger le plan d'accès](#)

## **Saclay**

BP 68

91192 Gif-sur-Yvette Cedex

Tél. : 01 69 08 60 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

## **Tahiti**

BP 182

98725 Vairao

Tahiti, Polynésie Française

Tél. : 00 689 54 60 17

## **Villeneuve lez Avignon "Site des Angles"**

550, avenue de la Tramontane

BP 70295

Les Angles 30402 Villeneuve-lez-Avignon Cedex

Tél. : 04 90 26 11 00

[> Télécharger le plan](#)